

La guerre d'Algérie et les Français au début du XXIe siècle

manuel HG TS p 59

quelques remarques avant de démarrer :

Un sondage est une source très particulière... cf la fiche méthode correspondante.

On ne peut se cantonner à reprendre les chiffres.. On doit leur donner du sens. Avant lecture, le premier sens du sondage c'est que les sondés ne répondent qu'aux questions posées... On vous demande si vous votez Fillon ou Juppé mais pas si vous votez Macron, bien entendu.. Oui ça dépend des objectifs du sondeur, exactement !!!! Parce que le sondeur n'est PAS OBJECTIF, s'il vous plaît réveillez vous.. Aucun sondage n'est objectif ! Donc on ne vous demande pas de chercher les intentions du sondeur, mais au moins de comprendre les réponses des sondés... Comprendre ce n'est pas les paraphraser... c'est essayer (et vous étiez chez vous donc avec toute info à disposition) d'expliquer pourquoi les Français mettent en avant la question des harkis... en octobre 2003, par exemple. Lisez la correction ci dessous, vous comprendrez ! Non vous n'êtes pas censés faire ça au bac, mais quand il y a quelque chose d'intéressant à faire, j'essaye de ne pas vous en priver !!!!

Pourquoi les Français n'assimilent pas la guerre d'Algérie à la torture alors que Gaby lui-même nous en a parlé dès le cours de 1ere ????? Manque d'info ? Difficulté à le croire ? Pas envie d'en parler ? Là on est dans le complexe, vraiment... Ensuite le doc 2 il est de gauche et il faut le dire, sauf si bien sur vous en profitez pour faire la critique ou l'apologie de la gauche.... La dénonciation de la torture était de gauche dès la guerre d'Algérie... Faut -il le taire ? Est-ce que le fait que la torture soit dénoncée par des communistes discrédite la dénonciation en question ??? On est dans le complexe.

Vous savez très bien maintenir un équilibre entre plusieurs positions contradictoires, alors c'est maintenant qu'il faut utiliser cette capacité non scolaire.....

Il y avait des correspondances entre les deux docs et il fallait les souligner. Faire une intro sur la guerre sans avoir une réflexion sur la source c'était une erreur, le signe que vous faites l'exo en automatique sans utiliser le cerveau que vous avez ! Bon sang on attend que vous soyez intelligents, vous attendez que ça qu'on vous trouve intelligents, il y a un moment où vous devez arrêter de faire tapisserie.... Celui qui m'a parlé de mai 1902 s'est trompé, mais il m'a prouvé qu'il était allé chercher sur internet des renseignements et ce geste là ne peut lui être enlevé...

une idée de correction :

En 2001, à Alger, lors de la visite du président Chirac, la population l'accueillit avec des banderoles associant Aussaresses, le GIA et Ben Laden. En un raccourci extraordinaire, la violence d'hier (la torture présentée par l'ancien général en poste en Algérie française) rejoignait la violence vécue par les Algériens lors de la décennie de plomb des années 1990 et les activités récentes des terroristes islamistes. Ainsi, l'actualité a vite fait de rejoindre la mémoire et les souvenirs du passé, surtout lorsqu'ils sont douloureux.

Les documents proposés dans cet exercice proviennent de la rive nord de la Méditerranée. Il s'agit d'une part d'un sondage et d'autre part d'un appel signé par quelques intellectuels. On peut dans un premier temps se demander quel angle d'attaque nous donne chacun de ces documents car ils sont de provenance radicalement opposée. En effet, le sondage est un travail de spécialiste pour donner une idée de ce que « pense » l'opinion. Les derniers événements politiques de l'année 2016 nous ont montré que la véracité de ces sondages peut être mise à mal. Nous garderons donc que ce document ne dit pas exactement ce que pense la population mais qu'il nous en donne une idée, une orientation.

On peut remarquer la provenance de ce sondage. Il a été commandé par au moins trois rédactions de journaux du sud de la France dont on sait qu'il a accueilli un grand nombre de rapatriés d'Algérie et qu'ils restent assez actifs aujourd'hui. Le sondage est un moyen de connaître

une orientation de l'opinion. Le document 2, quant à lui, correspond à des idées que l'on peut retrouver à gauche, exprimées ici par une poignée d'intellectuels. Henri Alleg fait partie des signataires, il appartenait au réseau Audin démantelé en 1957, torturé pendant son internement, et on peut voir que la pétition est sortie dans l'Humanité, journal du PCF.

Les deux documents ont donc des provenances différentes, d'une part une opinion moyenne dans la société, de l'autre, une revendication de la part d'intellectuels de gauche. Ils peuvent effectivement nous permettre d'analyser la mémoire car l'opinion générale exprime un avis par rapport à une mémoire et les derniers éléments (les « révélations ») de celle-ci et d'autre part, l'appel des intellectuels relaye les opinions situées plutôt à gauche, qui cherchent, depuis la guerre d'Algérie, à ne pas dissimuler la torture en particulier....

Dans un deuxième temps on nous demande d'expliquer la complexité des attitudes des uns et des autres. En effet, à la date du sondage, octobre 2003, les questions sont orientées. Le Général Aussaresses a fait la une des journaux avec sa présentation sans repentance de la torture en Algérie. Cela ressort de manière étonnante. En effet la torture n'est pas la première évocation de la guerre dans le sondage, elle n'arrive qu'en quatrième position. En revanche, elle fait vraisemblablement partie des raisons pour lesquelles les Français ont l'impression que « tout n'a pas été dit » à 66%...

Ce qui semble le plus d'actualité à ce moment là c'est la question des Harkis. Pour 31 % la guerre d'Algérie, c'est l'abandon des Harkis et pour 68%, la France s'est mal comportée envers eux. Le sondage date de octobre 2003, c'est-à-dire juste après la première célébration de la journée du 25 septembre 2003, instituée par décret du 31 mars de la même année, « Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives ». On peut donc penser que les réponses au sondage sont influencées par l'actualité.

D'un autre côté la question de la torture pose problème. La torture est jugée généralement inexcusable mais le discours des militaires est souvent plus nuancé : la « réalité » de la tension du moment et de la lutte en cours semble être un contexte dans lequel le recours à la torture apparaît comme une décision pragmatique. Les historiens de l'appel mettent en perspective cette violence avec celle de la colonisation. [*La lecture de F Fanon explique par ailleurs que la violence est au cœur de la colonisation, de la domination coloniale d'une population par une autre... Comme si frapper un colonisé ce n'était pas frapper.*] A la violence de la domination répond la violence du soulèvement qui entraîne la violence de la répression. Cette question sur laquelle il n'y a pas encore un accord, se retrouve dans la confrontation des deux documents : d'un côté les intellectuels réclament une dénonciation officielle de l'usage de la torture en Algérie, alors que l'actualité du moment met en lumière les révélations d'Aussaresses et surtout son absence de regret, de l'autre, trois ans plus tard, le sondage d'opinion ne met pas la torture en premier, comme si la question restait en suspend... On peut associer les 23% de Français comme un faible résultat dû au fait qu'ils sont peu informés, ce qui légitime la demande des 12 intellectuels envers l'Etat de faire connaître ce qu'il s'est passé pendant la guerre...

En revanche les deux documents semblent s'accorder sur les suites sociales de la guerre et des mémoires de la guerre. En effet, d'un côté, le sondage évoque le poids sur « l'intégration des jeunes(...) issus de l'immigration » qui est difficile pour 60% des sondés. Cela répond au souci des intellectuels qui déclarent que sur la question de la mémoire se joue « l'avenir des générations issues des diverses communautés ». Ainsi l'opinion et les intellectuels seraient d'accord pour admettre que les questions de mémoires de cette guerre sont avant tout des questions de société. Mais la complexité va au delà ; la coexistence de jeunes issus d'un côté de harkis et de l'autre issus d'immigrés d'après l'indépendance n'est pas une chose facile. Les oppositions sont toujours très virulentes, y compris parmi ceux qui n'ont jamais connu la guerre et qui ont grandi en France. Les Harkis restent marqués pour les autres du sceau de la trahison. Quant aux Harkis eux-même, comment peuvent-ils accepter l'immigration algérienne d'après l'indépendance ???

Le doc 2 va plus loin que le doc 1, et c'est dans la nature même du document puisque un sondage dépend d'abord des questions qui sont posées et le sondé s'exprime uniquement sur ces questions là, alors que l'appel est une expression directe. Le travail de mémoire, pour les

intellectuels, est avant tout un travail de « vérité ». Cet appel évoque l'histoire mythique côté algérien qui efface l'existence d'oppositions au FLN pendant et après la guerre ; il évoque aussi les silences du pouvoir français par rapport aux événements. En 2000, cela ne fait que quelques mois que les autorités ont décidé d'employer le terme « guerre » pour désigner les événements d'Algérie entre 1954 et 1962... Les intellectuels poussent les autorités à aller plus loin, ce qu'a fait F Hollande dès le début de son quinquennat en 2012 dans un discours, sans que cela ait fait l'objet d'une reconnaissance officielle et actée pour l'instant. Le 19 mars 2016, le président a commémoré le cessez le feu de 1962 -malgré les critiques émanant des associations de rapatriés, de combattants et de la droite – au mémorial du quai Branly à Paris (voir le discours entier sur le blog), inauguré en 2002 par le président Jacques Chirac.

Ainsi l'Etat est dans une position qui évolue depuis ces 15 dernières années. Après la reconnaissance du mot guerre en 1999, la construction d'un monument aux morts de la guerre d'Algérie et des violences au Maroc et en Tunisie (quai Branly) en 2002, l'hommage aux Harkis en 2003, la question de la fixation d'un jour de commémoration pose problème et cette année encore¹. De son côté, l'opinion, si le sondage la rapporte réellement, semble davantage préoccupée des personnes : harkis au moment des commémorations les concernant, et situation de la société avec les générations issues de l'immigration et des harkis. On peut noter que 44% trouve que la France s'est mal comportée avec les pieds noirs contre 42% pour l'opinion inverse. Les avis sont donc très partagés.... Ce qui domine dans l'opinion n'est pas forcément ce que retiennent les intellectuels.

Ces deux documents montrent que s'il n'y a pas vraiment une guerre des mémoires, le passé de la guerre d'Algérie a du mal à être intégré aujourd'hui en France. Le travail des historiens peut sans doute permettre une assimilation non violente, une reconnaissance des faits, et un apaisement des ressentiments, c'est le sens de l'appel des 12 intellectuels.

1 (extrait d'un site pour profs ...)En 2003, le gouvernement institua une commémoration officielle des Français morts en Algérie le 5 décembre, jour anniversaire de l'inauguration du Mémorial du quai Branly... De nombreuses associations d'anciens combattants, dont la principale, la FNACA, refusèrent de participer à cet hommage qui ne renvoie à aucun événement propre à la guerre d'Algérie. La date du **19 mars** aurait pu être fédératrice. Proposée à l'Assemblée Nationale le 28 février 2006, elle fut rejetée au motif que les affrontements s'étaient poursuivis après cette date (fusillade de la rue d'Isly le 26 mars 1962, enlèvements et assassinats d'Européens à Oran le 5 juillet et massacres de harkis à partir de l'été 1962). Nouvelle illustration de la pluralité des mémoires françaises, qui s'oppose à l'unanimité algérien: de l'autre côté de la Méditerranée, la fête nationale se confond avec la proclamation de l'indépendance, le 5 juillet. En 2003, le gouvernement institua une commémoration officielle des Français morts en Algérie le 5 décembre, jour anniversaire de l'inauguration du Mémorial du quai Branly... De nombreuses associations d'anciens combattants, dont la principale, la FNACA, refusèrent de participer à cet hommage qui ne renvoie à aucun événement propre à la guerre d'Algérie. La date du **19 mars** aurait pu être fédératrice. Proposée à l'Assemblée Nationale le 28 février 2006, elle fut rejetée au motif que les affrontements s'étaient poursuivis après cette date (fusillade de la rue d'Isly le 26 mars 1962, enlèvements et assassinats d'Européens à Oran le 5 juillet et massacres de harkis à partir de l'été 1962). Nouvelle illustration de la pluralité des mémoires françaises, qui s'oppose à l'unanimité algérien: de l'autre côté de la Méditerranée, la fête nationale se confond avec la proclamation de l'indépendance, le 5 juillet. Voir par ailleurs le discours du président le 19 mars de cette année, sur ce blog.